

Synthèse des activités 2011-2012

1^{er} mai 2011 au 31 mai 2012

Protocole UQAM/Relais-femmes

Service aux collectivités

Un total de **37** activités apparaissent au bilan de l’année 2011-2012 du Protocole UQAM/Relais-femmes dont 6 sont à l’étape du développement. On note **17** projets de recherche (dont 3 en développement), **5** projets de formation (dont un en développement), **10** activités de diffusion/transfert des connaissances et **5** activités de consultation/expertise. Dans le secteur diffusion/transfert des connaissances soulignons l’organisation d’un atelier d’une journée dans le cadre du 6^e Congrès international des recherches féministes francophones (Lausanne, septembre 2012).

En 2011-2012, le financement global des projets s’est élevé à 479 218\$¹. Le secteur recherche, qui continue de progresser année après année, a obtenu des subventions s’éllevant à 335 081\$ (dont 34 540\$ du PAFARC), soit 70% du financement global, alors que le secteur formation a généré des fonds de 140 540\$, soit 30% du financement global. Pour la recherche, on note des apports externes importants du côté des instances gouvernementales québécoise et canadienne de condition féminine et, pour la formation, les subventions externes proviennent du Fonds des services aux collectivités du ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport et du Secrétariat à l’action communautaire et aux initiatives sociales.

Au total 27 professeures (professeurs), 4 professionnels, (professionnel), 23 étudiantes et 27 groupes de femmes et communautaires ont été directement impliquées dans les multiples activités de l’année. À ces derniers, s’ajoutent des collaboratrices issues de diverses instances gouvernementales et institutionnelles.

Enjeux et perspectives

L’activité de recherche touche les questions de l’emploi, des droits et de la santé, de l’antiféminisme, de la communication et des médias, de la prostitution sous l’angle de la lutte contre l’exploitation sexuelle, et de l’environnement par rapport à l’intégration du genre dans la problématique des changements climatiques. L’activité de formation et de transfert met en

¹ Ce montant n’inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de fonctionnement du Protocole.

relief des enjeux liés à l'action et la lutte contre l'homophobie en milieu scolaire avec l'aide d'outils concrets pour intervenir face à des situations d'intimidation et de violence homophobe au secondaire; à la diversification de la relève dans le personnel des groupes femmes et communautaires par le biais d'une approche de formation intégrant un accompagnement post-formation dans les groupes; et à la levée des obstacles à l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) au sein des groupes et des populations reliées aux Associations de familles monoparentales et recomposées et aux Tables régionales du Québec. Au delà d'une simple introduction aux connaissances techniques, l'enjeu est de démystifier le rôle de ces technologies par la démonstration de leurs usages et apports variés, en fonction des contextes d'échanges, de mobilisation, de concertation et d'actions collectives.

Recrudescence des enjeux sur les droits et la santé des femmes

Le retour en force du conservatisme social et politique au Canada et au Québec remet à l'ordre du jour le droit à l'avortement et à la contraception et génère de nouvelles questions, la montée de l'antiféminisme par exemple. Dans ce contexte, le domaine des droits et de la santé des femmes prend une importance accrue dans nos travaux.

Une recherche porte sur les discours et pratiques de centres opposés à l'option d'avortement qui se multiplient à travers le Québec et le Canada.² Ces centres posent problème sur le plan éthique car ils cherchent à influencer les femmes enceintes plus qu'à les accompagner dans une prise de décision. Le fait qu'ils n'affichent pas clairement leurs visées ni leur parti pris et utilisent des stratégies pour influencer les femmes dans une direction particulière est problématique : cette façon de faire ne respecte pas le libre choix des femmes, ni la prise de décision éclairée en matière de santé reproductive.

Une étude se penche sur les besoins d'information et de soutien des lesbiennes à l'étape de la ménopause (signification, changements physiques et psychologiques, préoccupations, couple et sexualité...); alors qu'une autre s'intéresse au statut et au régime des embryons congelés où continuent à se poser des questions touchant au droit civil (droits des personnes, droit de la famille, droit des biens) mais des questions d'éthique (quelles normes prendre en considération lorsque l'on choisit de détruire l'embryon congelé ou de le donner ou encore de l'utiliser pour des fins scientifiques). Un guide sur le sort des embryons congelés aura pour

² Selon l'Association canadienne pour la liberté de choix (ACLC), il existerait aujourd'hui environ 28 centres anti-choix au Québec, et plus de 160 dans l'ensemble du Canada.

but d'expliquer aux usagères et usagers des cliniques de fertilité quels sont leurs droits, mais aussi quels sont les enjeux éthiques touchant l'embryon congelé.

Le nouveau concept de justice reproductive fait également l'objet d'une recherche. Il a émergé du travail des groupes de femmes noires, asiatiques et autochtones aux États-Unis dans les années 1990 pour contrer les campagnes de stérilisation massive et la mainmise étatique sur la vie reproductive de femmes marginalisées. Les objectifs visés par ce projet sont d'introduire en milieu francophone la justice reproductive et de nourrir la réflexion sur son application de manière à soutenir la création de liens et d'alliances élargies entre les organismes en planning des naissances et les groupes de femmes marginalisées.

Faire face à l'antiféminisme

Le mouvement des femmes cherche à mieux comprendre l'ampleur et les formes des critiques qui les ciblent, en particulier les attaques antiféministes. Deux recherches avec des visées distinctes traitent de cet enjeu. La première s'intéresse au phénomène général des actions et attaques antiféministes dans divers milieux, dont les études féministes, afin d'en faire une typologie et une évaluation des effets, et de dégager des pistes d'intervention. La seconde est d'intérêt particulier pour la Fédération des femmes du Québec dont la légitimité semble mise à mal par des chroniqueurs antiféministes. Elle constitue une analyse de la teneur de la couverture de presse à l'occasion de la Marche mondiale des femmes de 2010, et lors d'événements qui ont soulevé des débats intenses, soit celui sur le port des signes religieux dans les institutions publiques (qui s'est transformé en débat « pour ou contre le voile islamique »), et celui contre le recrutement des Forces armées canadiennes dans les écoles dans le contexte de la participation militaire canadienne au conflit afghan.

Vers la mixité et l'égalité en emploi

Dans le domaine de l'emploi, divers types d'enjeux sont abordés. Les résultats de la recherche sur les métiers de la construction mettent de l'avant certaines recommandations afin d'accroître la présence des filles à l'intérieur des programmes de formation professionnelle et technique en construction. Afin d'augmenter leurs attentes d'efficacité, qui sont nettement déficitaires à l'égard de ces emplois, trois pistes d'action sont recommandées : 1) leur donner la chance de se familiariser avec certaines des tâches réalisées dans le secteur de la construction et leur permettre de vivre du succès dans la réalisation de celles-ci ; 2) leur

permettre de s'identifier à des femmes qui travaillent dans le secteur de la construction ;3) leur donner plus de rétroaction et d'encouragement.

Moins visible mais également constitué d'obstacles à la réussite des femmes, le métier de réalisatrice à la télévision a été analysé à la loupe. Il en ressort un bilan critique de la place que les femmes occupent aujourd'hui au sein d'une profession à peine remise de son passé récent de chasse-gardée masculine. La recherche dégage plusieurs pistes d'action afin de faciliter l'entrée et l'évolution des femmes dans cette profession du petit écran.

La recherche sur les employées du géant Walmart au Québec montre comment le modèle de flexibilisation du travail, qui répond aux exigences d'une économie libéralisée, renforce la division sexuelle du travail et entraîne la détérioration des conditions de travail et de vie des travailleuses. Des travailleuses interviewées décrivent les effets de la flexibilisation des emplois sur leur santé physique et psychologique et sur leur vie personnelle et familiale. De nouvelles stratégies de mobilisation pour contrer les effets pervers des pratiques actuelles dans ce secteur d'emploi découlent de cette recherche.

Prostitution et exploitation sexuelle

En voie d'être terminé et publié dans les Cahiers de l'IREF, le rapport de recherche sur la traite des femmes à des fins sexuelles se penche tant sur la traite prostitutionnelle locale que la traite internationale sous un angle sociologique. Outre la sensibilisation à la culture de consommation et de banalisation de la prostitution et la création et le renforcement de structures d'aide orientées vers la sortie de la prostitution répondant spécifiquement à la problématique de la traite, l'un des enjeux a trait à l'importance d'avoir une loi claire qui reconnaît que l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, sous toutes ses formes, constitue une violence contre les femmes, qu'elle porte atteinte à l'égalité entre les femmes et les hommes. La recherche recommande que soit engagée une réforme juridique pour dériminaliser les personnes prostituées, mais contrer l'action des proxénètes et la demande des clients.

Dans cette vision de la prostitution comme une violence patriarcale et un obstacle à l'égalité entre les sexes, une recherche dans le champ juridique montrera en quoi les articles du code criminel sur les actes entourant la prostitution portent atteinte au droit à l'égalité des femmes. Aussi, un partenariat de recherche multipartite financé par les instances de condition féminine des deux paliers gouvernementaux regroupe des universitaires, des représentantes

gouvernementales et des groupes communautaires qui interviennent directement auprès des prostituées afin de dresser le portrait de l'industrie du sexe, d'analyser les besoins des femmes dans la prostitution et de développer un modèle de services pour soutenir les femmes qui veulent sortir de la prostitution. L'enjeu est la prévention de l'exploitation sexuelle et commerciale et d'offrir aux femmes des solutions de rechange à la prostitution, qui ne les acculent pas à y entrer, ou à y retourner et qui ne contribuent pas à les maintenir dans l'industrie du sexe.

Structuration d'un Pôle de réflexion et d'action sur l'intersectionnalité

La mise sur pied d'un Pôle de réflexion et d'action sur l'intersectionnalité est une réalisation importante de l'année offrant des perspectives de développement d'activités qui seront structurantes dans l'avenir. Deux séminaires sur les différentes conceptions de l'intersectionnalité et la mise en ligne d'une plateforme web Google doc. ont déjà jeté les bases d'un nouveau réseau qui rejoindra des jeunes chercheuses qui s'intéressent à la question.

La mise sur pied de ce pôle vient d'une nécessité vécue par les groupes de travailler davantage, et de manière plus appropriée à leurs besoins, avec des femmes marginalisées qui doivent composer avec des inégalités diverses. L'approche intersectionnelle leur propose de nouveaux cadres d'analyse permettant de considérer les différents rapports sociaux inégalitaires qui interagissent dans la vie des femmes, (sexe, classe, race, colonialisme, orientation sexuelle). Or, ancrée dans la complexité des systèmes d'oppression, cette approche exige, tant des intervenantes que des chercheures féministes, de nouvelles références analytiques. Elle pose aussi l'enjeu de sa mise en application concrète dans différents contextes de recherche et sphères d'action sans pour autant perdre de vue la dimension des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. L'existence de ce pôle vise à répondre à ces besoins.

Ainsi la démarche qui sera retenue pour ce pôle en sera une de consolidation des champs d'expertise universitaire et terrain par le partage de connaissances tant théoriques que pratiques pour une compréhension plus fine des réalités des femmes marginalisées. Dans un esprit de bilatéralité des savoirs, il s'agira également d'articuler la réflexion et les différentes écoles de pensée avec le renouvellement des pratiques dans les groupes de femmes.

La participation de la professionnelle et de quatre équipes du Protocole au 6^e Congrès international des recherches féministes francophones en Suisse du 29 août au 2 septembre 2012 se situe dans cette démarche. Une douzaine de chercheures, étudiantes et représentantes de groupes, qui expérimentent des approches intersectionnelles dans les domaines de l'emploi, la santé reproductive, la violence conjugale en milieu autochtone et de l'homophobie/lesbophobie se rendront à Lausanne pour discuter des défis posés par ces expérimentations aux niveaux académique, politique et social.

Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes 2011-2012

Sylvie Paré, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, UQAM

Elizabeth Harper, professeure à l'École de travail social, UQAM

Lise Gervais, coordonnatrice générale de Relais-femmes

Manon Monastesse, directrice de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec

Jennifer Beeman, coordonnatrice en équité en emploi au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités et coordonnatrice du Protocole UQAM/Relais-femmes

Synthèse rédigée par Lyne Kurtzman, agente de développement responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités